

nous, au parlement canadien et ferons savoir au peuple que le Canada est décidé à maintenir le pouvoir et le prestige de la Grande-Bretagne et n'abdiquera aucun droit ni aucun intérêt en faveur d'une puissance qui cherchera à nuire aux relations commerciales qui existent aujourd'hui entre le Canada et la mère-patrie. Sir Richard Temple, dans un des admirables discours qu'il prononça à Winnipeg il n'y a qu'un an, sur la question de la perception du revenu, a parlé de ce sujet d'une façon si élégante et si laconique que je vais lire quelques lignes de ce discours, les voici :

Quand M. Laurier parle du libre-échange tel qu'on le comprend en Angleterre, comme possible dans un avenir prochain, il parle à la légère. Les deux partis politiques doivent imposer des droits de douane et ce qui les sépare n'est pas une question de libre-échange et de protection mais c'est une question de simple détail en ce qui concerne le mode de prélever le tarif. Les fonds doivent être prélevés d'une manière ou d'une autre, que les conservateurs ou les libéraux soient au pouvoir ; et la seule différence entre eux n'a pas trait au système lui-même, mais à la manière dont il doit être appliqué.

Le gouvernement conservateur, si vous étudiez la question à fond, retire un revenu du pays en taxant le peuple de la manière qui répond le mieux aux besoins et aux exigences de notre population, en protégeant nos industries, en développant nos ressources, en encourageant nos manufactures, en adoptant toutes les mesures possibles pour rendre notre population heureuse ; en lui donnant à bon marché le sucre et le café et les choses nécessaires à la vie ; mais que l'on sache que le gouvernement se propose de ne pas prélever le revenu sur la matière première importée dans le pays, alors, les classes ouvrières, nos cultivateurs qui labourent le sol et ceux qui gagnent leur salaire à la sueur de leur front, admettront immédiatement que la politique du parti conservateur doit protéger et encourager leurs intérêts en n'imposant aucune taxe quelconque sur ces produits, car ces taxes tendraient à paralyser les industries du peuple et à entraver généralement l'avancement des grands intérêts du Canada.

Avant de terminer mes observations, M. l'Orateur, je désire dire quelques mots relativement à nos conférences coloniales. On dit que le parti conservateur fait très peu de chose pour le pays, qu'il suit une politique de laisser faire, qu'il occupe le pouvoir et désire y rester, si possible, tout en faisant très peu de chose. Ces énoncés sont-ils exacts ? Ils sont loin de l'être. Nous savons que pendant les douze derniers mois l'ancien ministre du commerce s'est rendu en Australie, à la Nouvelle-Zélande et autres colonies, et que, comme résultat de sa visite, il a réussi à réunir des délégués des antipodes, qui ont discuté entre eux et avec les représentants canadiens l'importance de l'établissement d'un système de commerce préférentiel entre le Canada et les colonies australasiennes. Comme résultat de cette conférence, nous avons le rapport concis et admirable présenté par lord Jersey. Dans ce rapport il répond à toute la question. Cette conférence a ouvert de nouveaux horizons. Aujourd'hui, les colonies comprennent mieux comment fonctionne leur commerce ; elles savent ce dont le Canada a besoin et ce dont elles ont besoin, et, aujourd'hui, nous sommes prêts à étudier sérieusement plusieurs méthodes qui amélioreraient et développeraient d'une manière importante le commerce entre ce pays et les colonies australasiennes.

A l'heure qu'il est, je crois, M. Larke est en Australie examinant toute la question et, bientôt,

Sir JAMES GRANT.

nous recevrons un rapport de l'expérience pratique qu'il a acquise sur ces points.

De plus, nous examinons à l'heure qu'il est l'opportunité de la pose d'un câble entre le Canada et l'Australie ; nous examinons aussi la question d'avoir des communications par vapeur, et autres questions. Il est donc raisonnable de supposer que ces efforts déployés par nos hommes d'Etat sont une preuve de l'énergie et du zèle infatigable qu'ils montrent pour nos meilleurs intérêts.

Et puis, nous voyons que, il y a quelques jours, une autre conférence a eu lieu, cette fois, avec des délégués de Terre-Neuve. Il est vrai qu'une conférence semblable a eu lieu ici, il y a vingt-cinq ans. La question fut aussi discutée à la conférence de Québec, où ont été posés les premières bases de la Confédération. Je me rappelle parfaitement bien qu'en conversant avec sir John Macdonald et sir George E. Cartier, qui étaient les deux chefs de l'époque, deux hommes qui, pour faire avancer leur pays dans la voie du progrès matériel, ont fait plus que n'importe qui pendant le siècle actuel, je me rappelle parfaitement bien, dis-je, que j'ai vu que ces deux hommes d'Etat étaient pénétrés de l'opportunité d'admettre dans la Confédération l'île de Terre-Neuve. Sans aucun doute, le jour n'est pas très éloigné où la colonie de Terre-Neuve sera admise dans la Confédération. On dit que c'est une grosse île entourée de brouillards ; mais son climat est magnifique. Il y a là 36,000 marins constamment employés dans leurs pêcheries qui produisent, chaque année, environ \$6,500,000 et ils ont un revenu d'environ \$12,000,000 annuellement. Tout cela ajoutera très sensiblement aux ressources du Canada. Dans le moment actuel, notre commerce avec Terre-Neuve n'obtient que le chiffre d'environ deux millions et demi de dollars seulement, car ses produits sont surtout exportés aux Etats-Unis ; de sorte qu'en admettant Terre-Neuve dans notre confédération, nous ajouterons considérablement à notre commerce. De fait, Terre-Neuve est aujourd'hui notre troisième cliente et, si cette colonie faisait partie de l'union, nous retirerais, je n'en doute pas, autant d'avantages de notre commerce, ou presque autant, que nous en retirons aujourd'hui de notre commerce avec la Grande-Bretagne.

Dans ces circonstances, j'espère que le jour n'est pas très éloigné où l'ancienne colonie sera une province de notre confédération.

Je considère, aussi que l'admission de Terre-Neuve dans la Confédération est importante à un point de vue stratégique. Cette île est la grande protectrice de l'embouchure du Saint-Laurent ; elle est pour le Saint-Laurent, ce que Gibraltar est pour la Méditerranée. Chaque jour elle devient de plus en plus importante sous ce rapport, car la route d'Orient, par le Canada, prend rapidement le pas sur la route de Suez. Pourquoi les voyageurs d'Orient viennent-ils ici ? C'est parce que nous avons la route la plus courte et la meilleure, au point de vue de la salubrité, car son climat est le meilleur du monde connu. Quand les gens voient qu'ils peuvent aller de Calcutta, dans les Indes, à Londres, Angleterre, dans un espace de temps relativement court, par une route qui ne saurait être surpassée, aujourd'hui, la route la plus courte d'un océan à l'autre, ils comptent que le pays qui peut avoir la route la plus courte à travers un continent comme celui-ci, sera, avant de nombreuses années à la tête du commerce dans l'Amérique du Nord.